

7 Dépenses de personnel

7.1 Dépenses induites

Les dépenses induites, dépenses liées au personnel en activité ou retraité de la fonction publique de l'État, ont représenté en 2005 130 milliards d'euros, soit **44 % des dépenses du budget général, comme en 2004, 45% en 2003.**

Entre 2004 et 2005, le montant des dépenses induites augmente de 2,4 %. Depuis plusieurs années, la plus forte hausse était celle des dépenses de pension. **En 2005, elles progressent de 5 % (+1,7 milliards d'euros), mais ce sont les cotisations sociales qui connaissent l'augmentation la plus importante : 9,9% en un an (1,1 milliard d'euros), pour deux raisons :**

- une nouvelle cotisation de 5% est versée par l'État employeur depuis le 1er janvier 2005 sur les éléments de rémunération non cotisés au titre de la pension civile ou militaire, dans la limite de 20% du traitement perçu, et est **relative à la retraite additionnelle de la fonction publique** (décret n° 2004-569 du 18 juin 2004) ;

- **les prestations familiales que l'État versait à ses agents ont été transférées vers les caisses d'allocations familiales.** Ce transfert apparaît depuis juillet 2005 sous la rubrique cotisations sociales, alors que le poste des prestations sociales diminue.

En 2005, les dépenses induites se décomposent en :

- 52,1 % de dépenses de rémunérations d'activité (67,7 milliards) ;
- 10,4 % de cotisations et de prestations sociales à la charge de l'État (13,5 milliards) ;
- 27,6 % de pensions civiles et militaires de retraite (35,9 milliards) ;
- 2,5 % de pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre (3,2 milliards) ;
- 5,3 % de subventions aux établissements d'enseignement privé (6,9 milliards) ;
- 2,1 % de dépenses diverses (frais de déplacement, aide sociale...).

Les rémunérations d'activité comprennent la masse des rémunérations brutes, y compris la part ouvrière des cotisations sociales versées aux personnels de l'État en activité (traitement, indemnité de résidence, supplément familial de traitement, primes et indemnités). Elles représentent plus de la moitié des dépenses de personnel et des pensions.

Les pensions civiles et militaires représentent en 2005 27,6 % des dépenses liées au personnel de la fonction publique de l'État, contre 26,9 % en 2004. Leur part dans le produit intérieur brut augmente régulièrement depuis 1999 (de 2 % à 2,1 % en 2005), alors que la part des rémunérations d'activité diminue de 4,4 % à 4 %. Globalement, les dépenses induites représentent en 2005 7,7 % du PIB pour 8,3 en 1999.

III Définitions et méthodes

L'analyse des dépenses induites repose sur une exploitation des budgets d'exécution. Il s'agit donc des dépenses réelles.

Les dépenses de rémunérations de La Poste et France Télécom sont exclues, mais les pensions versées à leurs anciens fonctionnaires en font partie.

La masse salariale représente 97 % des rémunérations d'activité. Elle correspond aux rémunérations versées à des personnels occupant un emploi permanent à temps complet ou rémunérés sur crédits par référence à la grille indiciaire de la fonction publique, à l'exclusion du personnel rémunéré sur la base des salaires pratiqués dans le commerce et l'industrie (certains personnels ouvriers, les vacataires...).

Cotisations sociales à la charge de l'État : part employeur des cotisations versées d'une part au régime général au titre du risque maladie (prestations en nature) pour les agents titulaires et les agents permanents non-titulaires, d'autre part à l'Ircantec au titre du risque vieillesse pour les seuls agents permanents non-titulaires.

Depuis janvier 2005, elles comprennent la part employeur de la cotisation relative à la retraite additionnelle de la fonction publique.

Prestations sociales : prestations directement prises en charge par l'État telles que les prestations familiales, les traitements des agents en congé de longue durée ainsi que des agents victimes d'accidents de service ou du travail. S'y ajoutent des prestations facultatives telles que les prêts, aides ou allocations divers.

Frais de personnel : incluent l'ensemble des rémunérations d'activité (y compris vacances), les cotisations et prestations sociales, ainsi que les pensions civiles et militaires de retraite.

Dépenses indexées : éléments de rémunérations qui, indexés sur la valeur du point de la fonction publique, évoluent parallèlement aux traitements d'activité. Cette caractéristique en fait un concept budgétaire important. C'est sur cette base qu'est évaluée l'incidence financière globale sur le budget de l'État des mesures salariales prises pour la fonction publique.

Pour plus d'informations

- Loi de finances 2005

T 7-1: Les dépenses induites de 1999 à 2005 (en exécution) en milliards d'euros

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
I							
Rémunérations principales	48,372	49,105	50,175	51,699	52,305	52,709	53,382
Indemnités résidentielles	1,135	1,294	1,333	1,457	1,473	1,393	1,381
Primes et indemnités	8,061	8,778	9,223	10,079	10,448	10,742	11,017
Supplément familial de traitement	0,656	0,688	0,692	0,709	0,717	0,720	0,706
Autres charges connexes (1)	0,798	0,812	0,865	0,879	0,948	1,030	0,929
Crédits non ventilés	0,307	0,355	0,388	0,378	0,351	0,357	0,313
Total I: rémunérations d'activités	59,329	61,031	62,675	65,202	66,242	66,951	67,728
dont masse salariale	57,618	59,418	61,019	63,494	64,546	65,228	65,955
II							
Cotisations sociales (2)	11,002	10,582	10,570	11,447	11,161	11,174	12,280
Prestations sociales (3)	1,787	1,853	1,954	2,084	2,115	1,980	1,233
Pensions	27,235	28,500	29,603	30,927	32,348	34,156	35,867
Divers (4)	0,401	0,300	0,225	0,154	0,151	0,157	0,171
Total Frais de personnel (I+II)	99,754	102,266	105,028	109,814	112,017	114,417	117,728
III							
Taxes sur les transports et salaires	0,409	0,426	0,436	0,448	0,492	0,515	0,541
Frais de déplacement	1,281	1,268	1,248	1,399	1,198	1,203	1,154
Enseignement privé	5,881	6,074	6,308	6,462	6,634	6,820	6,877
Pensions anciens combattants	3,527	3,450	3,406	3,167	3,136	3,116	3,244
Autres (5)	1,022	0,973	0,863	0,735	0,901	0,910	0,917
Total dépenses induites (I+II+III)	111,873	114,457	117,290	122,026	124,378	126,981	130,011
dont dépenses indexées (6)	103,251	105,347	108,244	113,008	114,903	83,184 (7)	83,473

DGAFP, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail.

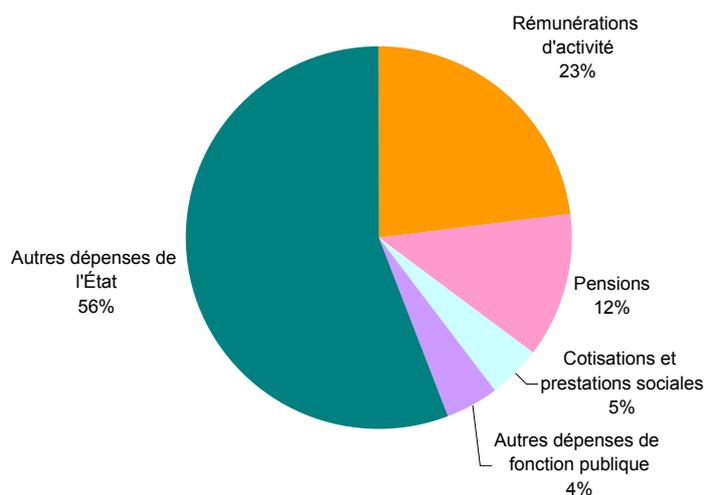
Source : *Direction du Budget*.

- (1) C'est-à-dire : indemnités compensatrices, préavis et licenciements, pertes d'emploi, pécules, indemnités exceptionnelles de mutation et CPA, ainsi que les revenus de remplacement (CAA).
- (2) Part employeur.
- (3) Prestations sociales obligatoires et facultatives, ainsi que prestations familiales.
- (4) Dépenses de personnel non ventilées et vacances.
- (5) Indemnités représentatives de frais, primes d'alimentation (militaires), aides sociales, secours et prêts.
- (6) Dépenses indexées : dépenses directement liées à la valeur du point.
- (7) À compter de 2004, les pensions ne sont plus indexées sur la valeur du point.

7 Dépenses de personnel

7.1 Dépenses induites

Graphique 7-1: Part des dépenses de la fonction publique dans le budget de l'État en 2005



DGAFF, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail.
Source : Direction du Budget, budgets d'exécution.

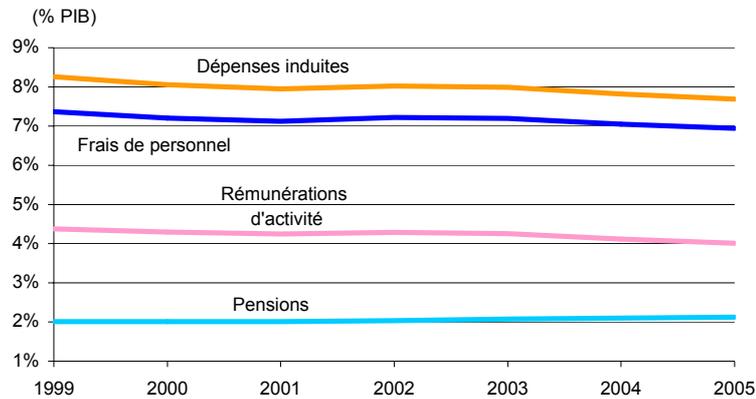
T 7-2: Part des dépenses de la fonction publique dans le budget de l'État de 1999 à 2005 en milliards d'euros

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Rémunération d'activité	59,329	61,031	62,675	65,202	66,242	66,951	67,728
Pensions	27,235	28,500	29,603	30,927	32,348	34,156	35,867
Cotisations et prestations sociales	12,789	12,436	12,524	13,531	13,276	13,154	13,513
Autres dépenses fonction publique	12,521	12,491	12,487	12,360	12,512	12,720	12,904
Total dépenses fonction publique	111,874	114,458	117,289	122,02	124,378	126,981	130,011
Autres dépenses de l'État	148,787	144,844	148,740	155,440	153,892	161,419	164,249
Budget de l'État	260,660	259,301	266,030	277,460	278,270	288,400	294,260

DGAFF, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail.
Source : Direction du Budget, budgets d'exécution.

Les dépenses induites par la fonction publique représentent 44 % du budget général de l'État en 2004.

Graphique 7-2 : Évolution des dépenses induites par la fonction publique en pourcentage du PIB



DGAFP, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail
 Source : Direction du Budget, budgets d'exécution.

T 7-3 : Principales composantes des dépenses induites par la fonction publique de l'État pour 2005

	(en milliards d'euros)		
	Budget civil	Budget militaire	Total
I			
Rémunérations principales	44,579	8,804	53,382
Indemnités résidentielles et de transport	0,954	0,427	1,381
Primes et indemnités	7,439	3,578	11,017
Supplément familial de traitement	0,559	0,147	0,706
Autres charges connexes (NBI...)	0,822	0,107	0,929
Crédits non ventilés par nature	0,267	0,046	0,313
Total I : rémunérations d'activité	54,619	13,109	67,728
II			
Cotisations sociales	10,997	1,283	12,280
Prestations sociales	0,975	0,257	1,233
Pensions	35,867	0,000	35,867
Divers frais de personnel	0,169	0,002	0,171
Total I+II : frais de personnel	102,626	14,651	117,278
III			
Impôts et taxes	0,488	0,053	0,541
Frais de déplacement	0,666	0,488	1,154
Subventions enseignement privé hors enseignement agricole	6,878	0,000	6,878
Pensions et allocations anciens combattants et victimes de guerre	3,244	0,000	3,244
Autres subventions	0,407	0,510	0,917
Total I+II+III : dépenses induites	114,308	15,703	130,011

DGAFP, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail.
 Source : Direction du Budget, budgets d'exécution.

7 Dépenses de personnel

7.1 Dépenses induites

T 7-4 : Décomposition des rémunérations d'activité en 2005

(en milliards d'euros)	
	Total
Rémunérations principales :	53,382
- titulaires	42,744
- contractuels	2,105
- auxiliaires administratifs	0,148
- auxiliaires d'enseignement	0,105
- vacataires	0,058
- base privée	0,965
- militaires	7,258
Charges connexes :	3,016
- supplément familial de traitement	0,706
- indemnités de résidence	1,381
- charges connexes	0,929
Primes et indemnités :	11,017
- civiles	7,766
- militaires	3,251
Non réparti	0,313
Total rémunérations d'activité	67,728

DGAFP, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail
Source : Direction du Budget, budgets d'exécution.

T 7-5 : Répartition des rémunérations d'activité par ministère en 2005

(en milliards d'euros)	
Ministère	Total
Affaires étrangères	0,712
Agriculture, Alimentation, Pêche et Affaires rurales	1,301
Culture et Communication	0,409
Écologie et Développement durable	0,000
Économie, Finances et Industrie	6,135
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche. I. Enseignement scolaire	29,606
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche. II. Enseignement supérieur	4,835
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche. III. Recherche	0,012
Équipement, Transports, Aménagement du territoire, Tourisme et Mer	2,472
Intérieur, Sécurité intérieure et Libertés locales	5,445
Jeunesse, Sports et Vie associative	0,228
Justice	2,357
Outre-Mer	0,098
Services du Premier ministre	0,130
Travail, Santé et Cohésion sociale	0,879
Défense	13,109
Total	67,728

DGAFP, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail.
Source : Direction du Budget, budgets d'exécution.

T 7-6 : Répartition par nature des primes et indemnités en 2005

(en milliards d'euros)

Primes et indemnités	Total
Des personnels civils :	7,766
- travaux supplémentaires	0,611
- sujétions spéciales	2,410
- rendement	1,013
- qualification et technicité	0,510
- enseignement et jury	1,751
- sommet de grade	0,037
- divers	1,435
Des personnels militaires :	3,251
- charges militaires	1,039
- sujétions spéciales	1,068
- qualification technique	0,591
- conditions de séjour	0,299
- enseignement et jury	0,003
- divers	0,252

DGAFP, bureau des rémunérations, des pensions et du temps de travail.

Source : Direction du Budget, budgets d'exécution.

7 Dépenses de personnel

7.2 Emplois en loi de finances

En 2005, le nombre d'emplois inscrits au budget de l'État en loi de finances initiale diminue de 6 846. Cette baisse correspond à la suppression de 7 187 postes (0,3 % des emplois 2004) et à l'inscription par mesures d'ordre de 341 emplois. **La diminution du nombre de postes est commune à tous les statuts de personnels civils : 2 957 suppressions de postes de titulaires, 1 302 d'ouvriers d'État et 2 499 de contractuels. Le nombre d'emplois de militaires reste stable : 363 789 en 2005.** Parmi les mesures d'ordre, un millier d'emplois de préfectures auparavant inscrits au budget du ministère de l'Outre-Mer sont rattachés en 2005 au ministère de l'Intérieur.

Le nombre d'emplois de titulaires de catégorie A augmente, alors que celui de catégorie B et C baisse. **La variation du nombre de postes en catégorie A et B est due à la poursuite de requalifications d'emplois d'instituteurs en emplois de professeurs des écoles.** En catégorie A, 22 213 postes de professeurs des écoles sont ainsi créés. 5 402 emplois de catégorie C sont supprimés en 2005, dont 3 597 au ministère de l'Économie, 1 417 au ministère de l'Équipement et 1 187 au ministère de l'Éducation nationale. À l'Économie, la baisse s'explique en partie par la suppression de 1 476 postes d'agents de constatation aux Douanes et aux Impôts, de 1 000 postes d'agents de recouvrement du Trésor et de 529 postes d'adjoints administratifs. À l'Équipement, 458 postes d'agents d'exploitation des travaux publics de l'État sont supprimés, ainsi que 347 postes de dessinateurs et 319 d'adjoints administratifs. Enfin, à l'Éducation nationale, 708 postes d'agents administratifs des services déconcentrés sont supprimés.

Avec la loi de finances initiale 2006 adoptée dans le cadre de la Lof, les parlementaires ne votent plus un nombre d'emplois budgétaires mais des crédits pour les

dépenses de personnel (titre II), ainsi qu'un plafond d'emplois autorisé, exprimé en équivalent temps plein travaillés (ETPT). Ce plafond intègre l'emploi de tous les personnels rémunérés par l'État, y compris ceux auparavant rémunérés sur crédits de vacation qui n'étaient jusque là pas comptabilisés dans les emplois budgétaires. L'estimation du niveau d'emploi en ETPT (ou socle d'emploi) au 31 décembre 2005, nécessaire à la préparation du plafond d'emplois 2006 pour la loi de finances initiale (LFI 2006), a été réalisée à partir des emplois budgétaires en loi de finances 2004. 143 000 enseignants du privé y sont intégrés, ainsi que 69 000 autres personnels rémunérés sur crédits. 27 000 emplois d'assistants d'éducation ont été transférés aux établissements scolaires et 14 000 ETPT de la Direction des chantiers navals ont été supprimés à la suite de son changement de statut. De plus, des ajustements ont été opérés pour tenir compte des nouveaux modes de décompte et de l'impact sur 2006 des schémas d'emploi des années antérieures. **On estime à 2 351 000 les ETPT au 31 décembre 2005.** C'est sur cette base qu'est établi le plafond d'emplois 2006 pour la LFI 2006. Il diminue de 12 079 sur le budget général : 6 649 par transfert d'ETPT de l'État vers les établissements publics, (notamment 4 122 ETPT de l'enseignement supérieur vers les universités), et **5 430 résultant du schéma d'emploi 2006 (solde des créations suppressions d'emplois).** À l'Éducation nationale, 1 166 ETPT de maîtres d'internats surveillants d'externats seront supprimés à la rentrée 2006, ainsi que 911 ETPT d'enseignants du second degré. *A contrario*, 333 ETPT d'enseignants du premier degré seront créés. Au ministère de l'Économie, 1 150 ETPT seront supprimés à la Direction générale des impôts et 800 ETPT à la comptabilité publique.

III Définitions et méthodes

Emplois budgétaires : emplois permanents à temps complet autorisés par la loi de finances initiale et retracés dans les « verts », documents budgétaires annexes de celle-ci. Un emploi autorisé peut ne pas être pourvu. À l'inverse, un emploi budgétaire peut servir de support à la rémunération de deux personnes employées à mi-temps.

Les résultats présentés dans ce chapitre sont issus de l'exploitation des « verts » budgétaires 2005. Le traitement a été réalisé à partir des fichiers informatiques transmis par la direction du Budget.

Emploi en équivalent temps plein annuel travaillé (ETPT) : c'est l'unité de décompte dans laquelle sont exprimés à la fois les plafonds ministériels et les consommations de ces plafonds. Un agent à temps plein présente toute l'année consomme 1 ETPT. Ce décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année.

Plafond d'autorisation d'emplois : il se substitue aux emplois budgétaires. Il encadre l'emploi de tous les personnels rémunérés par l'État, quel que soit leur statut. Il est exprimé en ETPT au niveau du ministère. Jusqu'à la fin de l'exécution de la loi de finances 2006, les plafonds d'emplois sont donnés à titre indicatif.

La détermination du premier plafond d'autorisation d'emplois en 2006 s'est faite en trois étapes :

- expérimentation d'un décompte d'ETPT en 2004, à partir des fichiers de paye et avec l'aide d'un outil de décompte informatique mis à la disposition des ministères ;
- prise en compte de l'impact (en ETPT) des schémas (créations et suppressions) d'emplois prévus par les lois de finances pour 2004 et 2005 ;
- prise en compte de l'impact (en ETPT) du schéma d'emplois pour 2006.

Pour plus d'informations

- Loi de finances 2005 et 2006.
- « Les emplois budgétaires 2005 » Marie REY, DGAFF, RésulStats n°13-2005, septembre 2005.

7 Dépenses de personnel

7.2 Emplois en loi de finances

T 7-7 : Emplois budgétaires (hors appelés) par statut depuis 1991

Années	Titulaires	Contractuels	Ouvriers d'État	Militaires	Total
1991	1 610 643	81 280	95 608	302 741	2 090 272
1992	1 616 357	79 676	84 248	299 107	2 079 388
1993	1 626 635	78 304	80 337	299 018	2 084 294
1994	1 626 048	75 981	76 799	299 662	2 078 490
1995	1 631 995	72 335	74 782	300 655	2 079 767
1996	1 640 526	71 858	72 718	300 879	2 085 981
1997	1 637 231	69 968	70 902	307 215	2 085 316
1998	1 641 114	68 427	69 295	313 348	2 092 184
1999	1 646 633	64 287	66 905	320 202	2 098 027
2000	1 656 458	57 188	62 569	335 920	2 112 135
2001	1 678 804	55 663	59 974	349 565	2 144 006
2002	1 700 141	61 801	58 114	361 929	2 181 985
2003	1 704 476	55 058	57 475	363 231	2 180 240
2004 (1)	1 700 834	102 629	56 899	363 877	2 224 239
2005	1 697 877	100 130	55 597	363 789	2 217 393

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : lois de finances.

- (1) La variation constatée des emplois budgétaires entre 2003 et 2004 s'explique par la suppression de 4 561 emplois et l'inscription en mesure d'ordre de 48 578 emplois : il s'agit d'inscrire dans les tableaux d'emplois des ministères des emplois effectivement occupés mais qui n'apparaissaient pas (statut de contractuels, agents temporaires) et de traduire la suppression au sein du budget de l'État d'emplois transférés dans des établissements publics.

Les principales mesures d'ordre 2004 portent sur :

- + 48 796 emplois d'assistants d'éducation et d'enseignants non titulaires inscrits sur postes budgétaires,
- 508 emplois transférés dans divers établissements publics...

T 7-8 : Emplois budgétaires (hors appelés) par section budgétaire depuis 2001

Sections budgétaires	2001	2002	2003	2004	2005
Affaires étrangères	9 471	9 466	9 409	9 293	9 141
Agriculture et Pêche	30 388	31 202	31 098	30 800	30 594
Aménagement du territoire et Environnement (1)	3 204	3 597	3 599	3 685	3 771
<i>Aménagement du territoire</i>	144	123	123	121	120
<i>Environnement</i>	3 060	3 474	3 476	3 564	3 651
Culture	14 968	15 314	14 010	13 819	13 613
Économie, Finances et Industrie	179 705	181 121	179 771	177 716	175 454
Éducation nationale	1 082 954	1 094 436	1 092 593	1 137 654	1 133 509
<i>Enseignement scolaire</i>	954 232	964 118	961 454	1 006 525	1 001 382
<i>Enseignement supérieur et Recherche</i>	128 722	130 318	131 139	131 129	132 127
Emploi et Solidarité	25 067	25 713	25 579	25 458	25 331
<i>Emploi</i>	10 339	10 593	10 534	10 507	10 502
<i>Santé et Solidarité</i>	14 728	15 120	15 045	14 951	14 829
Équipement, Transports et Logement	100 729	101 969	101 220	100 178	98 705
<i>Mer</i>	2 451	2 522	2 547	2 578	2 547
<i>Services communs</i>	97 957	99 126	98 352	97 280	95 843
<i>Tourisme</i>	321	321	321	320	315
Intérieur et Décentralisation	164 508	169 554	171 728	172 505	174 312
Jeunesse et Sports (2)	6 741	6 743	5 949	5 877	6 477
Justice	64 404	67 173	69 215	71 390	72 460
Outre-Mer	4 979	5 572	5 782	5 782	4 807
Services du Premier ministre	2 080	2 241	2 254	2 274	2 373
<i>Plan</i>	207	206	205	202	196
<i>Secrétariat général de la Défense nationale</i>	255	278	278	301	353
<i>Services généraux</i>	1 618	1 757	1 771	1 771	1 824
Total budget ministères civils	1 689 198	1 714 101	1 712 207	1 756 431	1 750 547
Défense	443 017	455 626	455 382	455 177	454 009
Total budget général	2 132 215	2 169 727	2 167 589	2 211 608	2 204 556
Aviation civile	11 207	11 674	12 067	12 059	12 274
Journaux officiels	11	11	11	11	11
Légion d'honneur	415	415	415	415	415
Monnaies et médailles	146	146	146	134	125
Ordre de la Libération	12	12	12	12	12
Total budgets annexes	11 791	12 258	12 651	12 631	12 837
Total général (3)	2 144 006	2 181 985	2 180 240	2 224 239	2 217 393

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : lois de finances 2001 à 2005.

- (1) En 2003, l'Environnement devient Écologie et Développement durable et l'Aménagement du territoire est rattaché aux services du Premier ministre. En 2005, l'Aménagement du territoire est rattaché à l'Équipement.
- (2) En 2003 et 2004, la Jeunesse est rattachée à l'Enseignement scolaire.
- (3) Dont mesures d'ordre :
 En 2001 : +9 513 dont 4 020 titularisations dans le cadre du plan de résorption de l'emploi précaire « Sapin » et 5 463 consolidation de surnombres ;
 En 2002 : +13 293 dont 6 917 transformation de crédits en emplois dans le cadre de la jurisprudence « Berkani », 3 996 dans le cadre du plan de résorption de l'emploi précaire « Sapin » et 2 500 consolidations de surnombres ;
 En 2003 : -1 044, essentiellement en raison du transfert d'emplois budgétaires du ministère de la Culture au budget propre de l'établissement public du musée du Louvre ;
 En 2004 : + 48 578, essentiellement 48 796 transformations en emplois de postes d'assistants d'éducation et de professeurs contractuels précédemment rémunérés sur crédits.
 En 2005 : + 341 postes dont + 300 titularisations dans le cadre du plan transformations de résorption de l'emploi précaire "Sapin" à l'Éducation nationale.

7 Dépenses de personnel

7.2 Emplois en loi de finances

T 7-9 : Répartition des emplois budgétaires par section budgétaire et par catégorie statutaire en 2005

Sections budgétaires	Catégories statutaires				Total général
	Titulaires	Contractuels	Militaires (1)	Ouvriers d'État	
Affaires étrangères	6 911	1 796	434	0	9 141
Agriculture, Alimentation, Pêche et Affaires rurales	30 237	347	10		30 594
Culture et Communication	12 757	854		2	13 613
Écologie et Développement durable	3 221	383	2	45	3 651
Économie, Finances et Industrie	171 785	3 475	61	133	175 454
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	1 056 773	76 716	0	20	1 133 509
<i>Enseignement scolaire</i>	928 883	72 499			1 001 382
<i>Enseignement supérieur</i>	127 890	4 217		20	132 127
Équipement, Transports, Aménagement du territoire,	86 112	3 343	612	8 758	98 825
<i>Aménagement du territoire</i>	74	46			120
<i>Mer</i>	1 935	7	605		2 547
<i>Services communs et Urbanisme</i>	83 941	3 137	7	8 758	95 843
<i>Tourisme</i>	162	153			315
Intérieur, Sécurité intérieure et Libertés locales	168 689	2 579	1 506	1 538	174 312
Jeunesse, Sports et Vie associative	6 261	216			6 477
Justice	71 743	700	17		72 460
Outre-Mer	884	140	3 762	21	4 807
Services du Premier ministre	1 587	725	59	2	2 373
<i>Plan</i>	80	116			196
<i>Secrétariat général de la Défense nationale</i>	126	170	55	2	353
<i>Services généraux</i>	1 381	439	4		1 824
Travail, Santé et Cohésion sociale	24 158	1 172	1	0	25 331
<i>Emploi et Travail</i>	9 964	538			10 502
<i>Santé, Famille, Personnes handicapées et Cohésion</i>	14 194	634	1		14 829
Total budget ministères civils	1 641 118	92 446	6 464	10 519	1 750 547
Défense	45 268	7 328	357 317	44 096	454 009
Total budget général	1 686 386	99 774	363 781	54 615	2 204 556
Aviation civile	10 940	352		982	12 274
Journaux officiels (2)	11				11
Légion d'honneur	407	4	4		415
Monnaies et médailles (3)	125				125
Ordre de la Libération	8		4		12
Total budgets annexes	11 491	356	8	982	12 837
Total général	1 697 877	100 130	363 789	55 597	2 217 393

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : loi de finances 2005.

(1) Y compris les volontaires.

(2) 1 poste enlevé.

(3) 51 postes des Monnaies et médailles au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

Graphique 7-3 : Emplois budgétaires par catégories statutaires



T 7-10 : Emplois budgétaires d'administration centrale en 2005

Sections budgétaires	Administration centrale	Total emplois budgétaires	% Administration centrale
Affaires étrangères	3 881	9 141	42,46
Agriculture, Alimentation, Pêche et Affaires rurales	2 056	30 594	6,72
Culture et Communication	1 069	13 613	7,85
Écologie et Développement durable	880	3 651	24,10
Économie, Finances et Industrie (1)	8 056	175 454	4,59
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	3 409	1 133 509	0,30
<i>Enseignement scolaire</i>	3 409	1 001 382	0,34
<i>Enseignement supérieur</i>		132 127	0,00
Équipement, Transports, Aménagement du territoire, Tourisme et Mer	2 830	98 825	2,86
<i>Aménagement du territoire</i>	120	120	100,00
<i>Mer</i>	0	2 547	0,00
<i>Services communs et Urbanisme</i>	2 540	95 843	2,65
<i>Tourisme</i>	170	315	53,97
Intérieur, Sécurité intérieure et Libertés locales	2 594	174 312	1,49
Jeunesse, Sports et Vie associative	403	6 477	6,22
Justice (2)	2 529	72 460	3,49
Outre-Mer	284	4 807	5,91
Services du Premier ministre	2 373	2 373	100,00
<i>Plan</i>	196	196	100,00
<i>Secrétariat général de la Défense nationale (3)</i>	353	353	100,00
<i>Services généraux</i>	1 824	1 824	100,00
Travail, Santé et Cohésion sociale	3 774	25 331	14,90
<i>Emploi et Travail</i>	1 046	10 502	9,96
<i>Santé, Famille, Personnes handicapées et Cohésion sociale</i>	2 728	14 829	18,40
Total budget ministères civils	34 138	1 750 547	1,95
Défense (4)	5 327	454 009	1,17
Total budget général	39 465	2 204 556	1,79
Aviation civile (5)	0	12 274	0,00
Journaux officiels	11	11	100,00
Légion d'honneur	100	415	24,10
Monnaies et médailles (6)	0	125	0,00
Ordre de la Libération	12	12	100,00
Total budgets annexes	123	12 837	0,96
Total général	39 588	2 217 393	1,79

DGAFFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : loi de finances 2005.

- (1) Y compris les emplois de contrôle.
- (2) Dont 577 emplois au Conseil d'État, 249 au Casier judiciaire national, 8 au Conseil supérieur de la magistrature et 123 au service de l'emploi pénitentiaire.
- (3) Y compris les emplois de la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information qui n'ont pas été distingués.
- (4) Dont 509 ouvriers d'État.
- (5) Les emplois d'administration centrale ne sont pas distingués des emplois des services déconcentrés.
- (6) Les 125 emplois correspondent à des emplois techniques. 51 emplois issus du budget de l'Économie, des Finances et de l'Industrie sont affectés en administration centrale.

7 Dépenses de personnel

7.2 Emplois en loi de finances

T 7-11 : Répartition des emplois budgétaires de titulaires civils par section budgétaire et par catégorie hiérarchique en 2005

Sections budgétaires	Catégories hiérarchiques				Total
	A	CII	B	C	
Affaires étrangères	1 772	204	905	4 030	6 911
Agriculture, Alimentation, Pêche et Affaires rurales	14 438	4 482	3 061	8 256	30 237
Culture et Communication	4 586	332	2 163	5 676	12 757
Écologie et Développement durable	1 406	721	257	837	3 221
Économie, Finances et Industrie	42 895	471	55 987	72 432	171 785
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	828 739	10 104	64 800	153 130	1 056 773
<i>Enseignement scolaire</i>	742 504	8 736	53 715	123 928	928 883
<i>Enseignement supérieur</i>	86 235	1 368	11 085	29 202	127 890
Équipement, Transports, Aménagement du territoire, Tourisme	8 732	10 239	13 757	53 384	86 112
<i>Aménagement du territoire</i>	13		13	48	74
<i>Mer</i>	490	6	605	834	1 935
<i>Services communs et Urbanisme</i>	8 173	10 232	13 126	52 410	83 941
<i>Tourisme</i>	56	1	13	92	162
Intérieur, Sécurité intérieure et Libertés locales	8 651	211	23 972	135 855	168 689
Jeunesse, Sports et Vie associative	4 160	29	556	1 516	6 261
Justice	14 677	14 457	2 904	39 705	71 743
Outre-Mer	227	14	199	444	884
Services du Premier ministre	553	4	251	779	1 587
<i>Plan</i>	6		44	30	80
<i>Secrétariat général de la Défense nationale (3)</i>	44	3	20	59	126
<i>Services généraux</i>	503	1	187	690	1 381
Travail, Santé et Cohésion sociale	6 793	4 037	3 462	9 866	24 158
<i>Emploi et Travail</i>	2 450	2 901	373	4 240	9 964
<i>Santé, Famille, Personnes handicapées et Cohésion</i>	4 343	1 136	3 089	5 626	14 194
Total budget ministères civils	937 629	45 305	172 274	485 910	1 641 118
Défense	6 241	6 623	6 409	25 995	45 268
Total budget général	943 870	51 928	178 683	511 905	1 686 386
Aviation civile	7 598	1 823	417	1 102	10 940
Journaux officiels	11				11
Légion d'honneur	135	4	80	188	407
Monnaies et médailles	58		67		125
Ordre de la Libération	1	1	1	5	8
Total budgets annexes	7 803	1 828	565	1 295	11 491
Total général	951 673	53 756	179 248	513 200	1 697 877

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : loi de finances 2005, bureau de la coordination statutaire de la DGAFP pour l'affectation de la catégorie hiérarchique à un grade donné.

Graphique 7-4 : Emplois budgétaires par catégories hiérarchiques



T 7-12 : Emplois budgétaires de titulaires civils dans les principaux corps en 2005

Niveau hiérarchique	Corps ou grade	Emplois	%
Catégorie A	Professeur des écoles	303 552	17,9
	Professeur certifié et assimilé	232 315	13,7
	Professeur de lycée professionnel	69 807	4,1
	Professeur agrégé de l'enseignement du second degré	55 742	3,3
	Maître de conférence	35 719	2,1
	Professeur d'éducation physique et sportive	27 760	1,6
	Personnel de cat. A des services déconcentrés de la direction générale des impôts	19 090	1,1
	Professeur des universités	15 636	0,9
	Professeur d'enseignement général de collège (corps en voie d'extinction)	14 208	0,8
	Personnel de direction de l'Éducation nationale	13 881	0,8
	Conseiller principal d'éducation	11 494	0,7
Personnels de catégorie A du Trésor public	10 000	0,6	
Catégorie CII	Techniciens supérieurs de l'Équipement	10 243	0,6
Catégorie B	Instituteur (corps en voie d'extinction)	37 166	2,2
	Contrôleur des impôts	22 138	1,3
	Contrôleur du Trésor public	19 282	1,1
	Secrétaire d'administration scolaire et universitaire de l'Éducation nationale	18 548	1,1
	Corps de commandement et d'encadrement de la Police nationale	13 627	0,8
Catégorie C	Corps de maîtrise et d'application de la Police nationale	101 767	6,0
	Adjoint administratif des services déconcentrés	95 064	5,6
	Ouvrier d'entretien et d'accueil des établis. d'enseignement de l'Éducation nationale	60 269	3,5
	Agent de constatation ou d'assiette des impôts	31 340	1,8
	Ouvrier professionnel des services déconcentrés	26 655	1,6
	Agent d'exploitation des travaux publics de l'État	24 781	1,5
	Agent de recouvrement du Trésor	24 672	1,5
	Gradé et surveillant de l'administration pénitentiaire	22 210	1,3
	Adjoint administratif	19 422	1,1
	Maître ouvrier des services déconcentrés	10 588	0,6
Agent administratif des services déconcentrés	10 214	0,6	
Ensemble		1 357 190	79,9
Total des titulaires civils		1 697 877	100,0

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : loi de finances 2005.

Les emplois de ces 29 corps représentent 79,9 % de l'ensemble des emplois budgétaires de titulaires civils et 61,2 % du total des emplois budgétaires 2005.

7 Dépenses de personnel

7.2 Emplois en loi de finances

T 7-13 : Évolution 2005-2004 des emplois budgétaires

Sections budgétaires	Emplois budgétaires 2004	Solde créations suppressions d'emplois	Solde des mesures d'ordre	Emplois budgétaires 2005
Affaires étrangères	9 293	-100	-52	9 141
Agriculture, Alimentation, Pêche et Affaires rurales	30 800	-303	97	30 594
Culture et Communication	13 819	-90	-116	13 613
Écologie et Développement durable	3 564	-5	91	3 650
Économie, Finances et Industrie	177 716	-2 210	-52	175 454
Équipement, Transports, Logement, Tourisme et Mer				
I. Services communs	97 280	-1 401	-36	95 843
IV. Mer	2 578	-10	-21	2 547
V. Tourisme	320	-2	-3	315
Intérieur, Sécurité intérieure et Libertés locales	172 505	737	1 070	174 312
Jeunesse, Éducation nationale et Recherche				
I. Jeunesse et Enseignement scolaire	1 006 525	-4 816	-327	1 001 382
II. Enseignement supérieur	131 129	1 000	-2	132 127
Justice	71 390	1 069	1	72 460
Outre-Mer	5 782	-6	-969	4 807
Services du Premier ministre				
I. Services généraux	1 771	-1	54	1 824
II. Secrétariat général de la Défense Nationale	301	13	39	353
IV. Plan	202	-4	-2	196
V. Aménagement du territoire (1)	121	-1	0	120
Sports	5 877	-80	680	6 477
Travail, Santé et Solidarité				
I. Travail	10 507	-35	30	10 502
II. Santé, Famille, Personnes handicapées et Solidarité	14 951	-129	7	14 829
Total budget ministères civils	1 756 431	-6 374	489	1 750 546
Défense	455 177	-1 018	-150	454 009
Total budget général	2 211 608	-7 392	339	2 204 555
Budgets annexes	12 631	204	2	12 837
Total général	2 224 239	-7 188	341	2 217 392

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : direction du Budget, loi de finances 2005.

(1) En 2005, l'Aménagement du territoire est rattaché à l'Équipement.

T 7-14 : Répartition prévisionnelle des plafonds d'autorisation d'emplois par mission en 2006

Mission	ETPT
Action extérieure de l'État	13 589
Administration générale et territoriale de l'État	35 517
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	13 045
Aide publique au développement	3 131
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	5 434
Conseil et contrôle de l'État	4 841
Culture	13 350
Défense	334 204
Développement et régulation économiques	29 194
Direction de l'action du gouvernement	2 954
Écologie et Développement durable	3 717
Enseignement scolaire	1 123 407
Gestion et contrôle des finances publiques	136 754
Justice	71 475
Outre-Mer	4 900
Politique des territoires	1 549
Recherche et enseignement supérieur	149 353
Relations avec les collectivités territoriales	158
Sécurité	248 279
Sécurité civile	2 604
Sécurité sanitaire	5 218
Solidarité et intégration	15 201
Sport, jeunesse et vie associative	7 149
Stratégie économique et pilotage des finances publiques	8 011
Transports	91 783
Travail et emploi	10 552
Ville et logement	3 103
Total budget général	2 338 472
Contrôle et exploitation aériens	11 329
Journaux officiels	574
Monnaies et médailles	659
Total budgets annexes	12 562
Total	2 351 034

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : direction du Budget, loi de finances initiale 2006.

7 Dépenses de personnel

7.2 Emplois en loi de finances

T 7-15 : Répartition prévisionnelle des plafonds d'autorisation d'emplois par ministère et mission en 2006

Ministère	Mission	ETPT
Affaires étrangères		16 720
	Action extérieure de l'État	13 589
	Aide publique au développement	3 131
Agriculture et Pêche		39 919
	Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	13 045
	Enseignement scolaire	18 960
	Recherche et enseignement supérieur	2 696
	Sécurité sanitaire	5 218
Culture et Communication		13 966
	Culture	13 350
	Recherche et enseignement supérieur	616
Défense		440 329
	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	5 434
	Défense	334 204
	Sécurité	100 691
Écologie et Développement durable		3 717
	Écologie et Développement durable	3 717
Économie, Finances et Industrie		173 959
	Développement et régulation économiques	29 194
	Gestion et contrôle des finances publiques	136 754
	Stratégie économique et pilotage des finances publiques	8 011
Éducation nationale et Recherche		1 250 488
	Enseignement scolaire	1 104 447
	Recherche et enseignement supérieur	146 041
Emploi, Cohésion sociale et Logement		13 925
	Solidarité et intégration	270
	Travail et emploi	10 552
	Ville et logement	3 103
Équipement, Transports		93 215
	Politique des territoires	1 432
	Transports	91 783
Intérieur et Aménagement du territoire		185 984
	Administration générale et territoriale de l'État	35 517
	Politique des territoires	117
	Relations avec les collectivités territoriales	158
	Sécurité	147 588
	Sécurité civile	2 604
Jeunesse et Sports		7 149
	Sport, jeunesse et vie associative	7 149
Justice		71 475
	Justice	71 475
Outre-Mer		4 900
	Outre-Mer	4 900
Santé et Solidarité		14 931
	Solidarité et intégration	14 931
Services du Premier ministre		7 795
	Conseil et contrôle de l'État	4 841
	Direction de l'action du gouvernement	2 954
Total budget général		2 338 472
	Contrôle et exploitation aériens	11 329
	Journaux officiels	574
	Monnaies et médailles	659
Total budgets annexes		12 562
Total		2 351 034

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : direction du Budget, loi de finances initiale 2006.

T 7-16 : Passage des emplois budgétaires 2004 au plafond d'emplois 2006, hors budgets annexes

(arrondi en milliers)

	Total
Emplois budgétaires LFI 2004	2 212
Retrait des emplois budgétaires des assistants d'éducation (1)	-27
Retrait des emplois budgétaires des personnels DCN (2)	-14
Changement de mode de décompte entre les emplois budgétaires et les ETPT (3)	-17
Intégration aux ETPT des enseignants du privé	143
Intégration des autres personnels rémunérés par l'État mais n'occupant pas un emploi budgétaire (personnels rémunérés sur crédits)	69
Prise en compte de l'impact sur 2006 des schémas d'emplois 2004 et 2005 et ajustements divers (en ETPT)	-15
Prise en compte du schéma d'emplois 2006 (en ETPT)	-5
Prise en compte des transferts entre l'État et d'autres personnes morales (en ETPT)	-7
Plafond d'emplois 2006 en ETPT	2 338

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : direction du Budget.

- (1) Rémunérés par les établissements d'enseignement.
 (2) Emplois mis à la disposition de DCN contre remboursement.
 (3) Y compris élimination d'emplois budgétaires vacants.

T 7-17 : Passage des équivalents temps plein travaillés (ETPT) 2005 au plafond d'emploi 2006

Ministère	Estimation en ETPT pour 2005 (1)	ETPT 2006	Impact des créations et suppressions sur les plafonds d'autorisations d'emplois
Affaires étrangères	16 955	16 720	-235
Agriculture et Pêche	40 393	39 919	-680
Culture et Communication	14 038	13 966	-52
Défense	440 139	440 329	250
Écologie et Développement durable	3 647	3 717	-2
Économie, Finances et Industrie	177 430	173 959	-2 608
Éducation nationale et Recherche	1 258 981	1 250 488	-1 719
Enseignement scolaire (2)	1 109 428	1 104 447	-2 344 (3)
Enseignement supérieur et Recherche (4)	149 553	146 041	625
Emploi, Cohésion sociale et Logement	13 887	13 925	-63
Équipement, Transports	94 102	93 215	-945
Intérieur et Aménagement du territoire	185 655	185 984	364
Jeunesse et Sports	7 174	7 149	-18
Justice	71 212	71 475	250
Outre-Mer	4 732	4 900	-5
Santé et Solidarité	14 915	14 931	-61
Services du Premier ministre	7 291	7 795	94
Total budget général	2 350 551	2 338 472	-5 430
Budgets annexes	12 582	12 562	-10
Total	2 363 133	2 351 034	-5 440

DGAFP, bureau des statistiques, des études et de l'évaluation.

Source : direction du Budget, loi de finances initiale 2006.

- (1) L'année 2006 constituant la première année de décompte des emplois en ETPT, la colonne 2005 retrace l'incidence sur la gestion 2006 des agents présents en 2005 avant impact des mesures propres à l'année 2006. Le plafond résulte de l'effet des suppressions et créations d'emplois ainsi que de certaines mesures d'ordres telles que des transferts entre ministères ou avec les opérateurs de l'État.
 (2) En plus de la baisse du plafond de 2 344 ETPT, 2 700 ETPT de non-titulaires sont transférés aux collectivités locales.
 (3) La baisse est due principalement à la suppression de 911 ETPT d'enseignants du second degré, et de 1 166 MISE transformés en assistants d'éducation gérés par les EPLE. 333 ETPT d'enseignants du 1er degré sont créés à la rentrée 2006.
 (4) Par ailleurs, 4 122 ETPT de non-titulaires sont transférés aux établissements d'enseignement supérieur, notamment des Ater et des moniteurs.

7 Dépenses de personnel

7.3 Dépenses des trois fonctions publiques

En 2004, les dépenses de personnel des trois fonctions publiques s'élèvent à 184,7 milliards d'euros : 62 % pour l'État, 20 % pour la territoriale et 18 % pour l'hospitalière.

Depuis 1997, les dépenses de personnel augmentent de 26 % pour l'État, 30 % pour la fonction publique hospitalière et 39 % pour la fonction publique territoriale.

III Définitions et méthodes

Les frais de personnel incluent l'ensemble des rémunérations d'activité, y compris les vacances, les cotisations et les prestations sociales.

Pour plus d'informations

- Loi de finances 2005.

T 7-18 : Les frais de personnel des trois fonctions publiques en 2004

(en milliards d'euros)

	Fonction publique de l'État	Fonction publique territoriale	Fonction publique hospitalière	Total
Frais de personnel	114,4	37,0	33,3	184,7
dont rémunérations d'activité	67	nd	22,3	
dont cotisations	47,4	nd	11	
dont pensions	34,2	nd	nd	

DGAFF, bureau des rémunérations.

Source : Insee, *Rapport sur les rémunérations et les pensions de retraite de la FP annexe au PLF, DGCP et DGC, Drees*.
nd : non disponible.

T 7-19 : Évolution des charges d'exploitation relatives au personnel des Établissements publics de santé (1994-2004)

(en milliards d'euros)

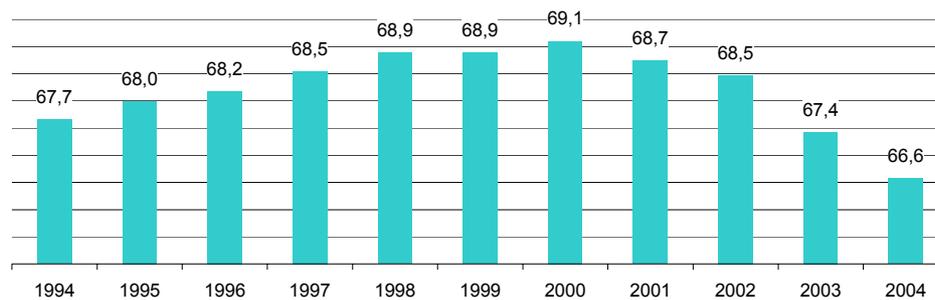
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (1)
Charges de personnel	15,91	16,57	17,18	17,44	17,92	18,51	19,23	19,89	21,05	21,64	22,26
Charges d'exploitation relatives au personnel	22,94	24,25	25,17	25,57	26,25	27,23	28,32	29,40	31,21	32,01	33,27
Charges totales	33,91	35,67	36,92	37,30	38,11	39,52	40,98	42,77	45,58	47,47	49,97

DGAFF, bureau des rémunérations.

Source : DHOS.

(1) y compris les médecins hospitaliers.

Graphique 7-5 : Part des charges d'exploitation relatives aux personnels dans les charges totales de la FPH de 1994 à 2004



DGAFF, bureau des rémunérations.

Source : DHOS.

7 Dépenses de personnel

7.3 Dépenses des trois fonctions publiques

T 7-20 : Évolution des frais de personnel dans les collectivités territoriales de 1997 à 2005

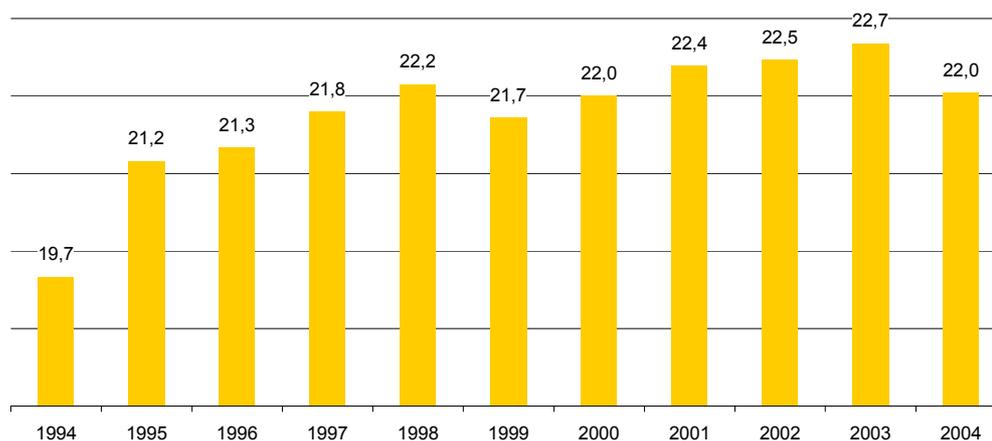
		(en milliards d'euros)							
Frais de personnel		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Régions		0,32	0,34	0,37	0,4	0,43	0,47	0,52	0,57
Évolutions n/n-1		8,0%	6,8%	8,9%	8,0%	7,8%	10,0%	10,4%	9,4%
Départements		3,53	3,73	3,98	4,22	4,52	4,87	5,27	6,32
Évolutions n/n-1		3,8%	5,7%	6,7%	5,9%	7,1%	7,9%	8,1%	19,9%
Communes		21,4	22,27	22,5	23,3	24,2	25,4	26,0	26,9
Évolutions n/n-1		4,4%	4,1%	1,1%	3,6%	3,8%	4,9%	2,4%	3,3%
Ensemble collectivités territoriales		25,25	26,34	26,87	27,94	29,17	30,74	31,79	33,74
Évolutions n/n-1		4,4%	4,3	2	4	4,4	5,4	3,4	6,1
Groupements à fiscalité propres (1)		1,38	1,5	1,56	1,59	1,85	2,29	2,83	3,26
Évolutions n/n-1		12,6%	9,1%	3,7%	2,4%	16,3%	23,7%	23,4%	15,2%
Ensemble collectivités locales		26,63	27,84	28,43	29,54	31,02	33,04	34,62	37,00
Évolutions n/n-1		4,8%	4,6%	2,1%	3,9%	5,0%	6,5%	4,8%	6,9%

DGAFF, bureau des rémunérations.

Source : DGCP et DGCL.

(1) Groupements à fiscalité propres : communautés urbaines, d'agglomérations, de communes et syndicats d'agglomération nouvelle.

Graphique 7-6 : Part des dépenses de personnel dans les dépenses totales des collectivités territoriales de 1994 à 2004



DGAFF, bureau des rémunérations.

Source : DGCP et DGCL.